



---

68<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale  
5<sup>ème</sup> commission

Points 134 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme  
pour l'exercice biennal 2014-2015**  
Proposed programme budget for the biennium 2014-2015

New York, le 28 octobre 2013

Déclaration de M. Thomas Gürber  
Chargé d'affaires

---

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

La Suisse et le Liechtenstein saluent la présentation faite par le Secrétaire général du projet de bud-get-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 ainsi que l'introduction d'autres rapports ayant trait à ce point de l'ordre du jour. Nous remercions aussi le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (CCQAB) pour son rapport et ses recommandations.

Monsieur le Président,

Une ONU forte est une ONU capable de mettre en œuvre avec efficacité les mandats que lui attribuent les Etats membres. Pour ce faire, les Etats membres portent la responsabilité de mettre à disposition de l'ONU des ressources suffisantes que l'Organisation doit utiliser de la manière la plus efficiente possible. Nous sommes convaincus que c'est ce juste équilibre entre l'impératif d'efficacité de l'action de l'ONU et la quête d'efficience dans l'utilisation des ressources qui doit servir de boussole aux Etats membres dans leurs délibérations budgétaires.

Le processus budgétaire actuel ne permet cependant pas d'opérer de la sorte. En effet, il n'établit pas ce lien si important entre l'allocation des ressources et les performances obtenues. Les Etats membres savent certes combien d'argent ils investissent mais n'obtiennent pas une vue d'ensemble des résultats et de l'impact atteints. Ainsi, au lieu de pouvoir ambitionner de futurs résultats clairs et guider en connaissance de cause l'orientation stratégique de l'Organisation, les Etats membres sont plongés dans une micro-gestion sur l'allocation des ressources, allant jusqu'à autoriser la création ou la suppression de postes individuels. La structure et la présentation fragmentées du budget brouillent encore davantage la vue d'ensemble. A l'heure actuelle, ni le Secrétariat ni les Etats membres ne

semblent avoir un contrôle stratégique sur ce processus qui ne répond plus aux besoins d'une Organisation qui a beaucoup évolué ces dernières années.

Monsieur le Président,

Nous croyons qu'une réforme en profondeur du processus budgétaire est nécessaire pour que les Etats membres puissent soutenir au mieux l'action de l'ONU. La qualité de la gestion et le suivi des performances de l'Organisation en seront les grands bénéficiaires. Nous estimons que le moment est venu pour les Etats membres de relancer cette discussion.

Monsieur le Président,

Nous saluons le fait que, par l'esquisse du projet de budget-programme, les Etats membres ont endossé un rôle plus actif dans la définition du niveau budgétaire. Le Secrétariat a pu ainsi travailler avec une indication claire de ce que les Etats membres sont disposés à financer. Nous apprécions aussi les efforts et les mesures d'économies consentis par le Secrétariat pour maintenir ce niveau budgétaire. Nous estimons cependant que ces économies auraient dû être davantage ciblées en fonction des critères d'efficacité et de performance plutôt qu'être imposées de manière égale à travers les différents chapitres du budget.

La Suisse et le Liechtenstein déplorent notamment que des coupes aient affecté des chapitres du budget qui sont sous dotés. Nous sommes en particulier préoccupés que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme subisse des coupes alors que le nombre de ses mandats ne cesse de croître. Actuellement, c'est grâce à un recours massif à des contributions volontaires que le Member Haut-Commissariat aux droits de l'homme peut financer ces activités obligatoires. Cette situation n'est pas durable et nos délégations sont de l'avis qu'un renforcement de son financement par le budget ordinaire est nécessaire. Nous regrettons aussi que les recommandations du CCQAB sur le Programme des Nations Unies pour l'environnement freinent l'augmentation proposée de son financement par le budget ordinaire. C'est un affaiblissement du signal donné par les Etats membres lors de la conférence de Rio+20.

Monsieur le Président,

Permettez-moi encore deux remarques. Premièrement, sur les missions politiques spéciales. Elles sont non seulement devenues ces dernières années une des causes principales de la croissance du budget ordinaire mais en constituent aussi la partie la plus volatile. Il y a deux ans, cette Commission a débuté une discussion importante sur les modalités de financement et de soutien des missions politiques spéciales. Nous croyons qu'une amélioration pragmatique de ces modalités, telles que recommandées par le CCQAB, permettrait une meilleure gestion et des économies bienvenues. Nous espérons que des progrès substantiels puissent être atteints à cet égard durant cette session.

Deuxièmement, le passif que l'Organisation accumule sur les charges à payer au titre de l'assurance-maladie après la cessation de service est devenu considérable. Il est important que les Etats membres se mettent d'accord sur une politique durable pour répondre à ce défi. Nous étudierons attentivement les propositions du Secrétaire général à ce propos.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein sont conscients que la charge de travail de la Cinquième Commission est particulièrement lourde cette session. Soyez assuré que nos délégations s'engageront de manière active et constructive dans les délibérations portant sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairman,

I have the honor of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Switzerland and Liechtenstein welcome the Secretary-General's presentation of the proposed programme budget for the biennium 2014-2015, as well as the introduction of other reports concerning this item on the agenda. We also thank the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) for its report and recommendations.

Mr. Chairman,

A strong UN is a UN capable of effectively implementing the mandates entrusted to it by Member States. To this end, it is incumbent on Member States to provide sufficient resources to be used in the most efficient way possible by the Organization. We firmly believe that this golden balance between the need for the work of the UN to be effective and the search for efficiency in the use of resources should serve as a point of reference in our budget deliberations.

The current budget process does not, however, allow our deliberations to operate in this way. In fact, it does not establish the important link between the allocation of resources and the performance of the Organization. Although Member States most certainly know the amount of money they are investing, they do not get an overview of the results and the impact achieved by the Organization. Thus, instead of being able to strive for clear future results and guide the Organization's strategic orientation in an informed way, Member States are embroiled in micro-management of allocating resources to the extent of authorizing the creation and abolishment of individual posts. The fragmented structure and presentation of the budget further obscure the bigger picture. At present, neither the Secretariat nor Member States seem to have strategic oversight of the process, which no longer responds to the needs of an Organization that has gone through many changes in recent years.

Mr. Chairman,

We believe that a profound reform of the budget process is necessary so that Member States are best positioned to support the UN's efforts. The quality of management and the monitoring of the UN's performance will be the first to reap the benefits. We believe that it is time for Member States to inject some new momentum into this discussion.

Mr. Chairman,

We welcome the fact that in drafting the budget outline, Member States have taken a more active role in defining the budget level. This enabled the Secretariat to work with a clear indication of what Member States are prepared to fund. We also appreciate the efforts and cost-saving measures the Secretariat agreed to in order to maintain this budget level. We consider, however, that these savings should have been more geared toward efficiency and performance criteria rather than spread evenly across the various sections of the budget.

In particular, Switzerland and Liechtenstein lament that the cuts have affected underfunded sections of the budget. We are particularly concerned that the Office of the High Commissioner for Human Rights has undergone cuts in spite of its ever increasing number of mandates. At present, it is only thanks to a massive reliance on voluntary contributions that the Office of the High Commissioner is able to ensure its mandated activities. This situation is not sustainable and our delegations consider it necessary to increase the Office's funding through the regular budget. We also regret that the recommendations of the ACABQ on the United Nations Environment Programme put a brake on the

proposed increase to its funding through the regular budget. It weakens the signal sent out by Member States during the Rio+20 conference.

Mr. Chairman,

Allow me two more remarks: The first concerns Special Political Missions, which have not only become a major cause of the growth of the regular budget in recent years, but which also constitute its most volatile component. Two years ago, this committee began an important discussion on the arrangements for funding and backstopping Special Political Missions. We believe that pragmatic improvement of these arrangements, such as those recommended by the ACABQ, would allow for better management and generate welcome savings. We hope that substantial progress will be made in this respect during this session.

Secondly, the liabilities that the Organization has accumulated on after-service health insurance have mounted up considerably. It is important that Member States agree on a sustainable policy to respond to this challenge. We will study the proposals of the Secretary-General on this subject attentively.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein are aware that the workload of the Fifth Committee is particularly heavy this session. Our delegations will participate actively and constructively in the deliberations on this important item of the agenda.

Thank you, Mr. Chairman.